

«Nous devons dire ce qui se passe en Egypte»

Un groupe d'opposants était hier à Genève pour dénoncer les violations des droits de l'homme

Ils n'ont pas le même parcours, ne partagent pas forcément les mêmes idées politiques, mais ils se sont retrouvés pour dénoncer le coup d'Etat militaire du 3 juillet 2013. Un groupe de parlementaires, de juristes et de journalistes égyptiens a formé un Comité de diplomatie populaire contre le coup d'Etat pour informer le monde de ce qui se passe aujourd'hui en Egypte. Hier, ils étaient à Genève, où ils ont pu, avec le soutien de la Fondation Cordoue, rencontrer des représentants de l'ONU, des ONG mais aussi des diplomates.

«Nous ne sommes qu'un groupe parmi d'autres», explique Hatem Azzam, vice-président du parti Al-Wasat et membre de l'Alliance nationale contre le coup d'Etat. Comme les autres membres de ce comité, le parlementaire ne peut pas rentrer en Egypte. Aucun des membres de la délégation qui l'accompagne n'est membre des Frères musulmans. «Aujourd'hui, il suffit de contester le pouvoir en place pour être arrêté», relève ce dernier. A ses côtés, Wael Kandil, une figure

de la révolution de 2011. Ancien rédacteur en chef du journal *Al Shorouk*, qualifié «d'écrivain de la révolution», il a pris lui aussi son bâton de pèlerin pour faire le tour des grandes capitales et dénoncer les violations des droits de l'homme en Egypte. S'il a été l'un des soutiens de Mohamed el-Baradei durant le Printemps égyptien, aujourd'hui il le juge avec sévérité, dénonçant ceux qui ont légitimé le coup d'Etat.

Ce comité de diplomatie populaire ne prétend pas «promouvoir une solution politique». «Avant cela, il faut d'abord stopper toutes les violations des droits de l'homme et rétablir la démocratie», expliquent ses membres. Ces derniers veulent éveiller les consciences en «clarifiant» la situation sur le terrain. D'abord, en expliquant que l'on ne peut pas résumer la crise égyptienne à un conflit qui oppose les Frères musulmans aux militaires. Ensuite, en dressant un inventaire méticuleux des crimes commis par le régime. «Nous avons des groupes qui localement y travaillent», assure Hatem Azzam. Les opposants qui étaient à Genève hier affirment que la situation est devenue pire que sous Moubarak, avec des médias totalement sous contrôle et une société totalement muselée. **Alain Jourdan**